

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WERIT

7 rue de l'Industrie
67160 WISSEMBOURG

Code AIOT : 0006703170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement WERIT implanté 7 RUE DE L'INDUSTRIE ALTENSTADT - 67160 WISSEMBOURG. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de non-conformité

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WERIT
- 7 RUE DE L'INDUSTRIE ALTENSTADT - 67160 WISSEMBOURG
- Code AIOT : 0006703170
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WERIT fabrique des poches et cuves en plastique, cerclées ou non de pièces métalliques. Elle dispose pour ce faire de deux usines à Wissembourg :

- Usine 1 située 7 rue de l'Industrie (n° AIOT : 0006703170)
- Usine 2 située 52 a rue de l'Industrie (n° AIOT : 0006703171)

Les installations classées exploitées sur ces deux sites sont encadrées par un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale unique du 02/01/2025.

Contexte de l'inspection :

- Suivi de non-conformité

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de rétention et de confinement - Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 02/01/2024, article 6.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales est opérationnel. Le retour à la conformité est constaté. De ce fait, le projet de mise en demeure proposé à l'issue de la visite du 25/07/2025 est abandonné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de rétention et de confinement - Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2024, article 6.2.2
Thèmes : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux, du sol et du sous-sol
Prescription contrôlée : « L'exploitant (...), prévoit des mesures compensatoires (...). »
Constats : L'exploitant a fait l'acquisition de matériel visant à compenser temporairement l'absence de rétention en cas de déversement de produit. Lors de la précédente visite, en date du 21/07/2025, il a présenté le dispositif acquis mais n'a pas pu faire la démonstration de son bon fonctionnement, du fait de l'absence d'une pièce nécessaire. Ce jour, l'exploitant fait la démonstration du bon fonctionnement du dispositif d'obturation du réseau des eaux pluviales. L'inspection constate que la mesure compensatoire est opérationnelle en cas de sinistre.
Type de suite proposée : Sans suite

